

CHRONIQUE

Erreur de première nécessité

■ D'où vient la tiédeur politique sur les mesures contre le réchauffement climatique ?

Etienne de Callatay
Chroniqueur ⁽¹⁾

Côté éco

L'esprit humain affectionne les raccourcis mentaux, du genre: les produits *made in Germany* sont fiables. Peut-être est-ce un lointain héritage de notre vie de chasseur-cueilleur, où la simplicité dans l'évaluation des dangers était une condition de rapidité dans la réaction, elle-même une condition de survie. Malheureusement, il n'est pas rare que le raccourci dans le raisonnement comme dans le langage soit abusif. Ainsi, sous couvert (de table?) de nécessité d'assurer l'autosuffisance alimentaire, a éclos un système agro-industriel aux effets dévastateurs pour l'environnement et la santé. Une autre prétendue nécessité, celle de maintenir une indépendance dite "stratégique" en matière d'énergie, a fait que des tombereaux de subventions ont trop longtemps continué à être déversés dans nos contrées en faveur des charbonnages, que l'économie, avant l'écologie, avait pourtant condamnés à la fermeture.

Il s'agit donc de continuellement chercher à débusquer les raccourcis mentaux. "Méfions-nous de l'étranger" est certainement de ceux qui sévissent encore à la plus large échelle mais le propos ici s'attardera sur un autre, celui de la désirabilité d'abaisser la TVA sur l'électricité car les ménages à fai-

bles revenus consacrent une part significative de leur budget à ce bien de première nécessité. Le raccourci est évident: ce qui est de première nécessité devrait être rendu meilleur marché pour tous.

Nous avons déjà eu l'occasion de l'écrire dans cette chronique, rendre moins chère l'électricité a beau être une idée séduisante, elle n'en est pas moins néfaste. La réduction de notre empreinte environnementale passera par l'information, la sensibilisation et la réglementation (à quand un bannissement de ces hideux écrans publicitaires énergivores dans les gares et les stations de métro?), mais aussi par le jeu de taxes plus lourdes sur tout ce qui pollue à mesure de la pollution émise. Bien entendu, il s'agit d'utiliser une partie des recettes générées par cet alourdissement fiscal pour l'assortir d'un correctif social, de manière à totalement préserver le pouvoir d'achat des ménages à moindres revenus.

Cette analyse est aujourd'hui très largement partagée mais de nombreux partis politiques continuent de la refuser. Pourtant, l'expliquer n'est pas compliqué et avoir peur de le faire est faire insulte aux électeurs. Pourquoi alors cette obstination? Une explication serait que rôde la "malédiction des éco-taxes" des années 90, qui, électoralement, avaient lourdement coûté à Écolo et ont laissé un trauma-

tisme dans ce parti. Plus largement, le problème serait d'une autre nature, à savoir la difficulté pour un parti – comme pour toute organisation – de changer d'avis publiquement. Or, nous nous sommes fréquemment trompés dans la politique énergétique, qu'il s'agisse du traitement fiscal privilégié des voitures de société et du carburant dit professionnel, de la non-taxation du mazout de chauffage, de l'avantage longtemps donné au diesel, du subventionnement à outrance des panneaux photovoltaïques, de la tarification outrageusement favorable des grands consommateurs, industrie et Google réunis, ou aujourd'hui de la demande de baisser la TVA sur l'électricité.

Reconnaître ses erreurs n'est jamais facile... sauf pour l'économiste, dont les siennes sont tellement manifestes, qu'il s'agisse de prévisions conjoncturelles ou des vertus de la globalisation, de la dérégulation financière ou de la flexibilisation du marché du travail. Ce n'est pas un hasard si c'est à Keynes qu'il est attribué d'avoir joliment dit: "*Quand quelqu'un me convainc que je me trompe, je change d'avis. Vous, pas?*"

La première nécessité est de ne pas se tromper sur ce qu'est la première nécessité. Et la première nécessité est de savoir reconnaître que nous nous trompons.

→ (1) Université de Namur –
etienne.decallatay@orcadia.eu